

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité de Kamouraska | 14050 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mychelle Lévesque, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Kamouraska pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature Mychelle Lévesque Date 20 mai 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Kamouraska

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Kamouraska (Municipalité), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2022 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Municipalité n'a pas été en mesure d'évaluer si un montant aurait dû être comptabilisé en passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré et l'exercice précédent, en raison des incidences éventuelles de cette limitation sur l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 et portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Carolyne Thériault, CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A121812

470 avenue Chapleau Saint-Pascal, (Québec) G0L 3Y0

2025-05-20

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
1 Taxes	1 732 759	1 949 482	1 949 482	1 949 482	1 850 553
2 Compensations tenant lieu de taxes	11 400	12 445	12 445	12 445	11 689
3 Quotes-parts					
4 Transferts	340 157	322 302	322 302	322 302	245 198
5 Services rendus	28 775	75 339	75 339	75 339	23 181
6 Imposition de droits	40 000	81 642	81 642	81 642	45 700
7 Amendes et pénalités	400	790	790	790	860
8 Revenus de placements de portefeuille	20 000	36 149	36 149	36 149	38 941
9 Autres revenus d'intérêts	2 500	8 052	8 052	8 052	7 597
10 Autres revenus	31 510	27 481	27 481	27 481	33 689
11 Effet net des opérations de restructuration					
12	2 207 501	2 513 682	2 513 682	2 513 682	2 257 408
Investissement					
13 Taxes					
14 Quotes-parts					
15 Transferts		77 161	77 161	77 161	151 074
16 Imposition de droits					
17 Autres revenus					
18 Contributions des promoteurs		54 474	54 474	54 474	
19 Autres					
20 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
21 Effet net des opérations de restructuration					
22	2 207 501	2 645 317	2 645 317	2 645 317	2 408 482
Charges					
23 Administration générale	548 058	512 725	512 725	517 939	455 673
24 Sécurité publique	246 515	242 278	242 278	279 411	264 211
25 Transport	328 438	438 451	438 451	642 831	618 852
26 Hygiène du milieu	433 261	574 123	574 123	763 523	832 551
27 Santé et bien-être	6 000	2 197	2 197	2 197	5 798
28 Aménagement, urbanisme et développement	82 904	70 952	70 952	77 345	82 632
29 Loisirs et culture	163 460	242 177	242 177	296 934	242 490
30 Réseau d'électricité					
31 Frais de financement	50 094	61 221	61 221	61 221	63 003
32					
33 Effet net des opérations de restructuration					
34 Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	496 969	497 277	497 277	497 277	
35	2 355 699	2 641 401	2 641 401	2 641 401	2 565 210
	(148 198)	3 916	3 916	3 916	(156 728)
Excédent (déficit) lié aux activités					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(148 198)	3 916	(156 728)
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	131 635)(	151 074)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(148 198)	(127 719)	(307 802)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	496 969	497 277	518 216
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			2 498
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	496 969	497 277	520 714
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	185 605)(	47 698)(	46 537)
	18	(185 605)	(47 698)	(46 537)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	104 999)(	87 335)(	284 962)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	(58 167)	80 883	255 047
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(163 166)	(6 452)	(29 915)
	26	148 198	443 127	444 262
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		315 408	136 460

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	131 635	151 074
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	76 483)(	19 925)
Sécurité publique	3 (	2 456)(	212 853)
Transport	4 (	35 019)(	234 145)
Hygiène du milieu	5 (	35 246)(	6 633)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	63 932)()
Loisirs et culture	8 (	5 834)(	29 789)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	218 970)(	503 345)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	87 335	284 962
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		67 309
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	87 335	352 271
	20	(131 635)	(151 074)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 895 422	650 910
Excédent de fonctionnement affecté	2 470 733	490 860
Réserves financières et fonds réservés	3 219 021	208 881
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	()
Financement des investissements en cours	5	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 8 054 699	8 285 308
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 9 639 875	9 635 959
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 895 422	650 910
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	
	11 895 422	650 910
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Aqueduc et égouts	12.1 434 771	454 898
▪ Réfection bâtiment ancien palais	12.2 32 000	32 000
▪ Ameub./mat. informatique	12.3 3 962	3 962
	13 470 733	490 860
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪	14.1	
	15	
	16 470 733	490 860

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 154 524	1 122 698
Débiteurs (note 5)	2 530 769	2 630 022
Prêts (note 6)		
Placements de portefeuille (note 7)		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)		
Autres actifs financiers (note 8)		
	3 685 293	3 752 720
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)		
Emprunts temporaires (note 9)		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	138 971	376 908
Revenus reportés (note 11)	29 880	
Dette à long terme (note 12)	2 847 300	2 988 893
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)		
Autres passifs (note 14)		
	3 016 151	3 365 801
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	669 142	386 919
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 15)	8 970 733	9 249 040
Propriétés destinées à la revente (note 16)		
Stocks de fournitures		
Actifs incorporels achetés (note 17)		
Autres actifs non financiers (note 18)		
	8 970 733	9 249 040
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	9 639 875	9 635 959
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :		
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	9 639 875	9 635 959
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	9 639 875	9 635 959
Obligations contractuelles (note 19)		
Droits contractuels (note 20)		
Passifs éventuels (note 21)		
Actifs éventuels (note 22)		

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	16 000
Organismes contrôlés et partenariats	22	16 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	172 741
Organismes contrôlés et partenariats	24	172 741
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	30 280
Autres		
▪	30.1	
	31	219 021
	32	208 881
	219 021	208 881

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres	43.1 ()(
▪	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres	49.1 ()(
▪	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres	55.1 ()(
▪	56 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres	61.1	
▪	62	
	63 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 () ()	
	66	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	8 970 733
Propriétés destinées à la revente	68	9 249 040
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72	8 970 733
	73	9 249 040
Ajustements aux éléments d'actif	74	8 970 733
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (	2 847 300)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 () (
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	1 931 266
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	2 034 268
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (	916 034)(
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 () (
	82 (	916 034)(
	83	8 054 699
		8 285 308

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	2 847 300
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5.1	
---	-----	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	172 740
--	---	---------

Débiteurs	8	1 931 266
-----------	---	-----------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

▪	11.1	
---	------	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	743 294
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	13	
------------------------------	----	--

Endettement net à long terme	14	743 294
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	252 797
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	16	
---------------------------	----	--

Autres organismes	17	82 954
-------------------	----	--------

Endettement total net à long terme	18	1 079 045
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
--	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à		
---	--	--

long terme de l'agglomération	20	
-------------------------------	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-		
--	--	--

part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 079 045
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité		
--	--	--

(inclus ci-dessus)	23	
--------------------	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux		
---	--	--

centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à		
--	--	--

la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences		
--	--	--

d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--